

Libye : violence, fédéralisme et démocratie

Luis Martinez

Directeur de recherche, CERI-Sciences Po, Paris

Résumé - Dans la Libye post-qadhafi, les autorités libyennes sont à la recherche d'un nouvel art de gouverner. En dépit de la légitimité que leur concède le suffrage électoral, les autorités libyennes sont très faibles : elles ne disposent pas des moyens de coercition et ne peuvent se faire obéir. Les autorités négocient en permanence leur survie et sont menacées par ceux qui n'ont pas été choisis par les électeurs mais par la force de leur engagement dans la révolution : les milices. Pour les milices, en particulier islamistes, le maintien des anciens responsables et dirigeants dans l'appareil d'Etat est insupportable. Aussi, le 5 mai 2013, elles obligent le parlement a voté la loi sur l'exclusion de la vie politique des personnes ayant occupé des postes à responsabilité sous l'ancien régime. Si les milices révolutionnaires continuent à imposer leur loi au gouvernement, la chute du régime de Qadhafi, ne constituerait pas une rupture dans la trajectoire des pratiques politiques en Libye mais davantage leurs continuités sous d'autres habits.

Mots- clés :

Libye;
Qadhafi;
violence; milice;
fédéralisme; rente.

ملخص - تبحث السلطات السياسية في ليبيا ما بعد القذافي عن نهج جديد للحكم. رغم شرعيتها المستمدة من الانتخابات، فإنها تعاني من ضعف كبير يجعلها غير قادرة على فرض قراراتها، نظرا لنقص التحكم في وسائل الإكراه، مما يجعلها مضطرة على التفاوض مع ذوى المشروعية الثورية، أي الميليشيات. في نظر الميليشيات الإسلامية بوجه الخصوص، يمثل بقاء عناصر من النظام السابق أمرا غير مقبول نهائيا. وعليه، فرضت على البرلمان أن يصدر في 5 ماي 3102 قانونا يقصي من الحياة السياسية كل الذين تولوا منصب تحت نظام القذافي. إذا واصلت الميليشيات في فرض قواعدها على السلطات المنتخبة فإن سقوط القذافي لن يمثل قطيعة في الممارسات السياسية في ليبيا، بل سيكون الوضع مجرد استمرار النظام السابق بوجه آخر.

الكلمات مفتاحية:

ليبيا؛ القذافي؛
العنف؛ الميليشيات؛
الفدرالية؛ الريع.

Introduction

Depuis la chute du régime de Qadhafi, la presse locale relate régulièrement des affrontements armés ou des accrochages entre milices : La Libye inquiète car elle semble incapable de retrouver la sécurité. Ces violences confortent un certain nombre d'a priori théoriques : la transition politique libyenne est-elle vouée à l'échec ? Plusieurs facteurs seraient à même de déterminer sa fatale trajectoire. « L'histoire nous enseigne, écrit Diane Ethier, en effet que les guerres civiles ne débouchent pas sur la démocratie, à moins que les belligérants se rallient volontairement à des règles et procédures qui leur permettent de résoudre leurs différends par la négociation de compromis, ou qu'un tel compromis leur soit imposé par des forces d'occupation étrangères... avec un succès inégal. Or ni l'un ni l'autre de ces scénarios n'existe présentement en Libye »⁽¹⁾. Force est de constater que le changement de régime est le résultat d'une guerre et que les « différends » entre libyens ne se règlent pas toujours par la négociation comme l'atteste les nombreux assassinats de responsables politiques et militaires. A la différence de la transition tunisienne, la Libye semble incapable de trouver les compromis nécessaires parmi les vainqueurs de la révolution. Pourquoi ?

La violence politique dans la Libye post-qadhafi est-elle la conséquence de la voie insurrectionnelle choisie par les révolutionnaires ? Il reste à comprendre pourquoi la Libye a basculé dans la voie révolutionnaire et l'insurrection pour renverser le régime de Qadhafi ? Est-ce la caractéristique « sultanique » du régime de Qadhafi qui explique la violence révolutionnaire pour le renverser ? A l'instar de la Roumanie de Ceausescu, la Libye de Qadhafi n'offrait-elle pas les préconditions pour un pacte ? Comme le souligne Jérôme Heurte aux dans un article critique sur les transitologies : « Les régimes à caractéristiques

⁽¹⁾ Diane Ethier, « Réflexions sur les causes et l'issue des rebellions arabes », 22 novembre 2011. www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_OMAN/Reflexion-OMAN_22novembre2011_DEthier.pdf

sultaniques termineraient nécessairement dans la violence ou la révolution, bien plus en tout cas que n'importe quel autre régime »⁽²⁾.

Les propriétés du régime de Qadhafi expliqueraient la trajectoire insurrectionnelle de la révolution qui l'a renversée et la violence politique qui accompagne sa transition. En somme, la forme prise par le régime de Qadhafi serait « prédictive du mode de transition ». Si ces approches soulignent « la détermination du passé » dans le changement de régime au détriment des circonstances et des conjonctures,⁽³⁾ elles occultent surtout l'imaginaire politique des acteurs et leurs pratiques. Ainsi, en Libye, les combattants de la révolution, les miliciens, n'ambitionnent pas tant d'instaurer la démocratie que de remplacer les milices qui régnaient sous le régime de Qadhafi. A partir d'une lecture tocquevillienne, cet article souligne comment la transition en Libye s'opère davantage dans la continuité des pratiques politiques héritées de l'ancien régime que dans la rupture.

Ainsi la caractéristique milicienne de l'Etat sous Qadhafi, semble en dépit de l'effondrement du régime, faire preuve de résilience. La transition libyenne permet également de tester certaines hypothèses sur la démocratie : pour J. Linz et A. Stepan, il ne peut y avoir de démocratie sans « Etat-nation homogène »⁽⁴⁾, dans cette perspective, l'expérience libyenne est vouée à l'échec. Pour les tenants de la démocratie comme mode de régulation des conflits entre élites⁽⁵⁾, la Libye est à même de représenter un laboratoire politique original et cela d'autant plus que si l'on considère les tribus comme l'expression de la société civile⁽⁶⁾.

⁽²⁾ Jérôme Heurtaux, « L'analyse des changements de régime en Europe centrale et orientale au prisme piégé de la violence » in X. Crettiez et Laurent Mucchielli, *Les violences politiques en Europe*. La Découverte, 2010, p.302.

⁽³⁾ M. Dobry, « Les voix incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de pathdependence ». *Revue française de science politique*, vol.50, n°4-5, p. 587

⁽⁴⁾ J. Linz, A. Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*. Baltimore, John Hopkins University Press, 1996, p.17

⁽⁵⁾ Dank wart Rustow, "Transitions to Democracy :towards a dynamic model", *Comparative Politics* 2 (3), 1970.

⁽⁶⁾ Christophe Jaffrelot (ed), *Démocraties d'ailleurs*. Karthala : Paris, 2000, p.37.

Aux sources de l'insurrection

Il reste à comprendre les motivations et le sens des insurgés. Postuler d'emblée que l'engagement dans l'insurrection était fondée sur la volonté d'instaurer la démocratie en Libye est sans doute l'une des interprétations erronées de la révolution libyenne. En fait, tous les insurgés libyens n'ont pas pris les armes pour instaurer la démocratie, beaucoup l'ont fait pour chasser un « dictateur » et son régime mafieux⁽⁷⁾ sans pour autant avoir une idée claire du régime politique qu'ils souhaitent instaurer. Parvenus à leur objectif, une partie d'entre eux réclament non l'édification d'institutions démocratiques mais l'instauration d'un gouvernement capable de satisfaire leurs revendications sociales et économiques, tandis que d'autres souhaitent faire de la Libye un « émirat islamique ». Pour beaucoup d'insurgés, et c'est l'hypothèse de cet article, la révolution du 17 février 2011 est la clef qui ouvre à nouveau les portes de l'enrichissement. Ainsi son berceau, la ville de Benghazi, aspire-t-elle moins à devenir la capitale des djihadistes que la capitale des affaires. Sans doute pourrait-elle devenir la capitale des deux si une division rationnelle du travail s'établait. Les commerçants islamistes de Benghazi sont prêts à financer les djihadistes, à la condition qu'ils agissent, non comme ils l'ont fait, le 11 septembre 2012, en assassinant à Bengazi, Christopher Stevens, l'ambassadeur des Etats-Unis, mais en combattant en Syrie ou dans le Sahel, loin de Benghazi, afin que ses hommes d'affaires puissent prendre leur revanche sur Tripoli, la capitale choyée par l'ancien régime et qui s'est ralliée que très tardivement à la révolution... Certes pour l'instant le groupe salafiste Ansar el Sharia⁽⁸⁾ a fait plus de bruit et de victimes que les 700 membres du club des affaires de Benghazi qui militent pour que leur ville retrouve la place de capitale économique qui était la sienne sous la monarchie d'Idris (1951-1969). Mais, pour cela, les élites de

⁽⁷⁾ Luis Martinez, « Libye : Les usages mafieux de la rente pétrolière ». *Politique africaine*, n°125, 2012.

⁽⁸⁾ Omar Ashour, "Libyan Islamist Unpacked : Rise, transformation and Future", May 2012, Brookings Doha Center.

Benghazi savent qu'elles doivent négocier et obtenir une constitution qui institutionnalise le fédéralisme, l'autonomie ou la décentralisation. Vu de Benghazi, Tripoli est une voleuse qu'il faut obliger à restituer les biens dérobés, elle monopolise toutes les ressources comme le dénonce Tahani Mohammad ben Ali, le dirigeant de l'union des travailleurs de Bengazi, puissant syndicat au sein de l'Arabian Gulf Oil Company: «Le constat est que Tripoli contrôle toujours tout: ce n'est pas pour cela que la Révolution a eu lieu»⁽⁹⁾. En effet, la NOC (National Oil Corporation, la compagnie nationale pétrolière libyenne, fondée en 1968 à Benghazi) a installé son siège à Tripoli en 1970, quelques mois après la prise du pouvoir par le colonel Qadhafi. Marginalisée et maltraitée sous l'ancien régime, Bengazi attend avant tout de la révolution qu'elle lui redonne sa place dans la Libye. Ce qui signifie le contrôle de l'exploitation du secteur des hydrocarbures en Cyrénaïque. Le débat sur le mode de redistribution de la manne pétrolière fait rage en Libye: il conditionne son avenir et sa stabilité politique.

Comme hier sous Qadhafi, la NOC est aujourd'hui le trésor de guerre des autorités à Tripoli: en 2012, les exportations d'hydrocarbures ont apporté le montant de 55 milliards de dollars, une somme à faire pâlir d'envie les Frères musulmans en Egypte ou le parti Ennahda en Tunisie qui gouvernent des Etats dont les caisses sont désespérément vides. A cela s'ajoute le dégel des fonds et avoirs de la Banque centrale de Libye et de la Libyan Foreign Bank, environ 100 milliards de dollars, par le Conseil de sécurité le 22 décembre 2011. On manifeste beaucoup en Libye, souvent pour dénoncer l'insécurité⁽¹⁰⁾ mais aussi pour réclamer des indemnités ou des allocations. Depuis le redémarrage surprenant de la production pétrolière, en 2013, le taux de croissance a atteint, selon le FMI, 17%, après une contraction de 60% en 2011, et un taux record de 120%, en 2012 - seule la Guinée équatoriale avait fait mieux, en 1997, avec un taux de croissance de 150%. Sous la Jamahiriyya hier, et dans l'Etat de Libye aujourd'hui, le

⁽⁹⁾ *The Daily Star*, 24/01/2013

⁽¹⁰⁾ Le 18 janvier 2013, 2000 personnes manifestent sur La place des Martyrs, à Tripoli, pour dénoncer le trafic de drogue et l'insécurité qu'il génère.

nom officiel de ce pays, le secteur des hydrocarbures représentent 95% des exportations, 90% des revenus du gouvernement et 70% du PIB. La Libye détiendrait les premières réserves de pétrole en Afrique: 47,1 millions de barils⁽¹¹⁾. Pour Tripoli, décentraliser la gestion et la redistribution du secteur des hydrocarbures signifie prendre le risque d'affaiblir la seule entreprise, la NOC, qui permet aux autorités, d'acheter, autant que faire se peut, la paix sociale, régionale et tribale après huit mois d'affrontements meurtriers⁽¹²⁾. Sous le régime de Qadhafi, la stabilité et la sécurité étaient le fruit d'un savant équilibre entre redistribution et répression: les clans et régions qui faisaient allégeance recevaient une rétribution proportionnelle à leur importance, ceux qui refusaient de faire allégeance subissaient au pire les foudres de la répression, au mieux l'indifférence de la Jamahiriyya face à leurs revendications sociales et économiques⁽¹³⁾. La Libye post-qadhafi est à la recherche d'un nouvel art de gouverner. En dépit de la légitimité que leur concède le suffrage électoral, les nouvelles autorités libyennes sont très faibles: ne disposant pas des moyens de coercition, elles ne peuvent se faire obéir. Les autorités négocient en permanence leur survie, elles sont menacées par ceux qui n'ont pas été choisis par les électeurs mais par la force de leur engagement dans la révolution: les milices. Le défi, pour les autorités libyennes consiste à parvenir à domestiquer ces dernières, non à les combattre. Dans ce contexte, leur enrichissement rapide est un gage de leur affaiblissement car elles auront bientôt besoin d'un Etat pour les protéger des biens si mal acquis pendant la révolution. Car comme le souligne le professeur Abohamra Alhadi, de l'université de Tripoli: «L'Etat est virtuel, il n'a pas d'autorité, ce sont les milices qui contrôlent la Libye, pas le gouvernement»⁽¹⁴⁾.

⁽¹¹⁾ «Libya. Oil and Gas Report», *Businessmonitor.com*. Q1 2013, p.9

⁽¹²⁾ Après de nombreuses manifestations devant le Congrès Général National, les «blessés de la révolution» perçoivent une pension de 2750 dollars par mois, ont un logement gratuit et une voiture.

⁽¹³⁾ El Kikhia Mansour. *Libya's Qadhafi. The Politics of Contradiction*. Gainesville: University of Florida, 1997

⁽¹⁴⁾ Entretien à Tripoli, novembre 2012.

En réalité, le problème n'est pas tant le fait que les milices «contrôlent la Libye» - plus d'un libyen reconnaît que, sans elles, le pays aurait sombré dans le chaos - que le fait que la plupart ne font pas confiance au gouvernement en particulier et aux institutions politiques en général, tandis que d'autres dérivent vers un modèle mafieux d'organisation. Les milices projettent sur l'Etat les mêmes réticences que M. Qadhafi: elles se comportent comme les partisans de l'ancien régime. Hier, le clan Qadhafi contrôlait de façon exclusive les ressources pétrolières de la Libye; aujourd'hui, ce sont des dizaines de milices, adossées parfois à des «tribus»⁽¹⁵⁾, qui aspirent à le remplacer. Dans ce contexte, les acteurs politiques non armés peinent à faire reconnaître leur légitimité: seul le temps et leurs capacités à satisfaire matériellement et financièrement les doléances du plus grand nombre leur permettront de compenser leur faiblesse. La Libye ne s'est pas «déqadhafisée» et a échappé, par là-même aux dérives observées dans l'Irak post Saddam Hussein. Mais pour les milices, en particulier islamistes, le maintien des anciens responsables et dirigeants dans l'appareil d'Etat est insupportable. Aussi, le 5 mai 2013, sous leur menace, a été votée la loi sur l'exclusion de la vie politique des personnes ayant occupé des postes à responsabilité sous l'ancien régime⁽¹⁶⁾ - loi qui annonce, si elle était appliquée de façon arbitraire, une perspective d'épuration politique qui rappelle la Libye révolutionnaire de Qadhafi. La révolution de 1969 se voulait une réaction à la «décadence» de la Monarchie d'Idris: «Un processus de changement radical de la structure politique, économique et sociale de la société humaine. Elle doit détruire une société pourrie pour reconstruire une société nouvelle et juste»⁽¹⁷⁾. Si les milices révolutionnaires, thuwars, continuent à imposer leur loi au gouvernement, la chute du régime de Qadhafi, n'aura pas constitué une rupture dans la trajectoire des pratiques politiques en Libye, mais davantage leurs continuités sous d'autres habits.

⁽¹⁵⁾ Ali Bensaad, «Changement social et contestation en Libye dans la Libye révolutionnaire». *Politique Africaine*, n°125, 2012.

⁽¹⁶⁾ Sont concernés par cette Loi, les anciens ministres, ambassadeurs, directeurs de médias, officiers de sécurité, dirigeants de syndicats, doyens de facultés.

⁽¹⁷⁾ Explications du Livre Vert, Tome 1: Centre mondial d'études et de recherches sur Le Livre vert. Tripoli, p. 274

Des Comités révolutionnaires aux Milices révolutionnaires

Le règne des milices rend-il impossible l'émergence d'une autorité gouvernementale? Le 7 juillet 2012, 1,6 millions d'électeurs sur 2,7 millions d'inscrits, votent librement pour élire les 200 membres du Congrès Général National (Parlement). D'emblée, le défi est posé: comment bâtir de nouvelles institutions politiques dans un contexte caractérisé par le pouvoir des milices? Entre la mort de Qadhafi et les élections, les milices se sont substituées aux comités révolutionnaires, les piliers de la *Jamahiriyya*⁽¹⁸⁾, reproduisant ainsi le caractère milicien de l'Etat libyen hérité du régime de Qadhafi. En effet, l'armée, sous l'ancien régime, ne représentait pas, à la différence de nombreux autres régimes autoritaires, l'acteur central du pouvoir, fondé davantage sur l'équilibre de forces paramilitaires dont la composition relevait d'un savant dosage afin de favoriser la représentation et la participation de «tribus» ayant fait allégeance au régime⁽¹⁹⁾. L'armée était perçue comme une menace qu'il fallait neutraliser, quitte à l'affaiblir sur le plan militaire. Dans cette perspective, elle n'a pu, à l'instar d'autres institutions militaires dans la région, promouvoir ses valeurs et ses intérêts en tant que corps ou institution, ni développer au sein de la société une économie lui permettant à la fois de recycler son personnel mais aussi de nouer des liens d'influence⁽²⁰⁾. Pourtant, c'est en invoquant l'armée que Qadhafi avait annoncé la révolution, au petit matin du 1er septembre 1969, sur les ondes de la radio de Benghazi.⁽²¹⁾ La Libye révolutionnaire de Qadhafi était fondée sur le modèle d'une «société juste» inspirée d'un modèle politique «tribal». Pour Qadhafi, la tribu est «un parapluie social naturel»; «de par ses traditions, elle garantit à ses membres la protection

⁽¹⁸⁾ Le 2 novembre 1977 apparaissent des comités révolutionnaires: «Dans l'esprit de leur créateur, écrit François Bargout, les comités révolutionnaires n'ont pour objet que d'accélérer la mise en œuvre du nouveau système, c'est à dire de l'affaiblissement de l'Etat. Dans la réalité ils apparaissent vite comme une sorte de milice». La Libye. Que sais-je? 1996, p.74

⁽¹⁹⁾ Moncef Ouannes, *Militaires, élites et modernisations dans la Libye contemporaine*, Paris : l'Harmattan, 2009.

⁽²⁰⁾ E. Picard, «Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme» in O. Dabène, *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*. Paris: La Découverte, 2008.

⁽²¹⁾ Moncef Djaziri, «Tribus et Etat dans le système politique libyen». *Outre-Terre*. 2009/3, n°23

sociale» alors que «L'Etat est un système politique, économique, à l'occasion militaire, artificiel qui n'a aucun rapport avec l'humanité»; aussi, la société doit s'appuyer sur la tribu, non sur l'Etat⁽²²⁾.

La tribu est «une famille qui s'est étendue du fait des naissances. La tribu est une grande famille. La nation est une tribu qui s'est étendue». L'imaginaire tribal est le produit des transformations politiques contemporaines: la Libye de Qadhafi s'inscrit dans une continuité où «l'Etat libyen» apparaît marqué, depuis son indépendance, acquise en 1951, par sa configuration tribale. Les fondements confrériques du royaume d'Idris sont profondément nourris de la confédération tribale en Cyrénaïque, comme le démontre l'historien Ali Abdullatif Ahmida⁽²³⁾. Dans cette perspective, l'armée et l'Etat apparaissaient comme les deux obstacles au succès de la révolution. Force est de constater la continuité de ces perceptions de l'Etat et de l'armée auprès des miliciens actuels.

Durant les premières années de Qadhafi, le modèle militaire du régime a reposé sur le principe du «peuple en armes». Mais, très vite ce modèle a trouvé ses limites sur le plan militaire et le régime s'est doté d'une armée soumise à des purges régulières. Les tentatives de coup d'état militaire, entre 1993 et 1995, ont plongé définitivement l'armée en disgrâce au profit de la Garde révolutionnaire et des structures paramilitaires de défense du régime. Les milices actuelles sont-elles les produits de la philosophie révolutionnaire de Qadhafi pour qui la Libye se devait de rester en «état de tension permanent»? Adepte de la théorie du «peuple en armes» afin que «chaque ville se transforme en caserne où les habitants suivraient chaque jour un entraînement», la Jamahiriyya se devait, par le biais des comités révolutionnaires, d'entretenir cette «tension»⁽²⁴⁾. En 1995, afin d'être en accord avec ce principe, Qadhafi proclamera dissolution de

⁽²²⁾ John Davis, *Le système libyen. Les tribus et la révolution*, Paris : PUF, 1987, p.205

⁽²³⁾ Ali Abdullah Ahmida, "The Sanusi success was rooted in building on and adapting to this tribal social organisation", *The Making of Modern Libya*. State, University of New York Press: Albany, 1994, p. 81

⁽²⁴⁾ Claude Monnier, «Les forces armées libyennes ou le peuple en armes». *Revue de défense nationale*, novembre 1984.

l'armée au profit de brigades populaires, censées assurer la défense de la nation contre toute forme d'agression... Au lendemain de sa chute, des dizaines de milliers de combattants, regroupés dans des brigades associées à des villes ou à des quartiers, ont occupé les lieux publics désertés par les forces de sécurité de l'ancien régime pour protéger la Révolution⁽²⁵⁾. Dotées de la légitimité révolutionnaire que leur confère leur engagement contre le régime de Qadhafi, les milices se voient désormais contestées par les détenteurs de la légitimité politique octroyée par les élections du 7 juillet 2012. Pour les représentants politiques de la Libye en transition, leur désarmement et leur intégration dans les forces de sécurité constituent un enjeu majeur pour la transition en Libye⁽²⁶⁾. Dans la foulée des élections, les autorités libyennes leur ont lancé un ultimatum: «La force nationale mobile qui dépend du chef d'état-major, demande à tous les individus, groupes et formations armées qui occupent des casernes de l'armée, des bâtiments publics ou des propriétés des membres de l'ancien régime ou des enfants de Mouamar Qadhafi à Tripoli ou dans les villes environnantes, d'évacuer ces sites dans un délai de 48 heures»⁽²⁷⁾.

Force est de constater qu'il faudra au gouvernement pour se faire obéir bien plus de deux jours, sans doute quelques années, le temps qu'émerge un appareil de sécurité indépendant des milices...

Le récit de la révolution

Le récit de la révolution libyenne a pour principal acteur un peuple exaspéré par les frasques d'un tyran et de sa famille. L'Otan y apparaît comme un allié, non comme la pièce maîtresse. Mercenaires d'un côté, troupes de

⁽²⁵⁾ L'aéroport de Tripoli sera jusqu'en avril 2012 sous le contrôle de Brigades Zintani; la Brigade de Suq al Jum'a contrôlera l'aéroport de Mitiga; Les Zuwarans contrôleront le poste frontière de Ras Jdeir; les brigades de Misrata contrôlent leur propre espace aérien et maritime etc. Voir "Divided We Stand: Libya's Enduring Conflicts". International crisis Group, n°130, 14 September 2012

⁽²⁶⁾ Peter Cole and Brian McQuin (eds), *The Libyan Revolution and its Aftermath*, Hurst: London, 2013.

⁽²⁷⁾ Communiqué Jana, 23 septembre 2012.

l'Otan de l'autre ont été perçus comme des forces d'appoint dans une guerre civile qui aura duré quelques mois. La dénonciation, par les insurgés, de la présence de supposés mercenaires au côté du régime de Qadhafi aura servi de justification à l'intervention de l'Otan⁽²⁸⁾. Fort habilement, les insurgés ont construit le récit d'une ville assiégée -Benghazi- à même de devenir la Sarajevo de la Libye, si aucune protection internationale ne lui portait secours.

La dynamique de l'insurrection a d'emblée définie la relation avec l'ancien régime, dans le cadre d'une confrontation ne laissant comme seule alternative au Guide que l'exil ou la mort. Comme l'écrit Fathi Fadhli, «Qadhafi, ses fils et ses partisans n'appartiennent plus à la Libye, ils ne sont plus libyens». A la différence des révolutions tunisiennes et égyptiennes, la révolution libyenne a très vite basculé dans une dynamique d'affrontement offrant peu de place à la négociation ou à des compromis. Pour beaucoup, l'erreur fatale de Qadhafi aura été de traiter les insurgés de «rats» en direct à la télévision, le 15 août 2011, après plus de six mois d'affrontements: «La fin du colonisateur est proche et la fin des rats est proche, lançait Qadhafi. Ils fuient d'une maison à une autre devant les masses qui les chassent». Pour Hakim, vétérinaire à Tripoli et ancien membre de la milice de SouqJamaa, à Tripoli, cette insulte a constitué un moment fort de l'insurrection en galvanisant les insurgés, bien décidés à se venger de cette insulte: «Beaucoup ont pleuré de rage quand ils ont vu et entendu Qadhafi les traiter de rats; pour certains, c'était pire que d'être traités de chiens. Après toutes les souffrances que l'on venait de vivre, il nous traitait de rats. Je crois qu'il a motivé les révolutionnaires après ces insultes»⁽²⁹⁾.

Durant la guerre civile, les mots ont tué autant que les armes. Les habitants de Tawergha (35000 habitants) ont été traités d'esclaves, de Noirs et d'animaux par des révolutionnaires de Misrata, qui les accusaient d'avoir participé à la destruction de leur ville aux côtés des forces loyalistes; ils ont

⁽²⁸⁾ Entre le 31 mars et le 31 octobre, 17939 sorties aériennes ont été opérées en Libye: 17 314 sorties d'avions de combat, 375 sorties d'hélicoptères, 250 sorties de drones. En mai 2012, un rapport de la commission du Conseil des droits de l'homme conclut: «que la grande majorité des frappes de l'Otan n'ont pas produit de dommages aux personnes et aux civils».

⁽²⁹⁾ Entretien à Tripoli, novembre 2012

dû se réfugier dans des camps autour de Tripoli, et plus de 1300 sont toujours emprisonnés, disparus ou décédés⁽³⁰⁾. De même, des brigades de Zintan ont qualifié les habitants de la ville de Mashshiyade «Chiens de Qadhafi» pour avoir soutenu les loyalistes. Dans le Djebel Nefoussa, dans des localités proches de la ville de Nalut, des révolutionnaires berbères ont également traité de «chiens d'Arabes», des habitants soupçonnés de sympathie envers le régime⁽³¹⁾. On évalue à environ 550 000 le nombre de personnes déplacés au cours de la guerre civile afin d'échapper aux menaces et à la violence. Dans le nouveau récit de la Libye post-Qadhafi, peu de place est faite à la vérité et encore moins à la justice ce qui obère sérieusement les chances de réconciliation⁽³²⁾.

Convaincus d'être les seuls artisans de la chute de Qadhafi, les révolutionnaires n'éprouvent aucun complexe vis-à-vis du succès de leur insurrection. L'histoire de cette guerre civile reste à écrire, sa version dominante est celle construite par le vainqueur⁽³³⁾. Certes dans cette construction, l'autre - celui qui n'a pas participé ou soutenu l'insurrection - vient rehausser le rôle des combattants. Pourtant, vu de Benghazi, le basculement de Tripoli s'est fait attendre. Pour les Tripolitains, l'argument principal justifiant leur engagement tardif est celui de la présence massive des forces de sécurité du régime: à la différence de Benghazi, Tripoli était le lieu de résidence des Qadhafi.

Alors que Tripoli avait été au cœur de la révolution de 1969, elle n'est plus en 2011 que la scène d'un affrontement qui la dépasse. De façon symbolique, le 20 octobre 2011, le colonel Qadhafi est sauvagement exécuté puis transporté

⁽³⁰⁾ Plus de 60 000 personnes sont accusés de liens étroits avec le régime de Qadhafi et d'exactions et constituent des déplacés de l'intérieur, les Tawerguis en représentent la moitié selon l'Agence libyenne de secours et d'aide humanitaire (Libaid). Voir www.irinnews.org/fr/Report/97520

⁽³¹⁾ Voir le rapport de la commission des droits humains des nations unies. Report of the International Commission Of Inquiry on Libya, 2 march 2012.

⁽³²⁾ 8000 personnes sont en détention dans des centres sous le contrôle des milices. World Report 2013 On Libya. Human Rights Watch.

⁽³³⁾ Hussein Salam Marjan, Libye: de la dictature à la liberté (en arabe). 2012; Abdel Wahab Mahmoud Zintani. La révolution populaire libyenne (en arabe), 2012.

à Misrata par la Brigade révolutionnaire de cette ville⁽³⁴⁾. Sa mort met un terme au régime qu'il avait créé à la suite d'un coup d'Etat, en 1969. Après avoir survécu à bien des épreuves au cours de son long règne, c'est paradoxalement, au moment où il rayonne de toute sa puissance que son régime s'effondre. A la veille du «printemps arabe», la puissance financière de la Jamahiriyya, estimée à plus de 160 milliards de dollars intimide. Ainsi en septembre 2009, les festivités du quarantième anniversaire de la révolution ont illustré, par la présence des nombreux invités, le retour en grâce du régime. Après les «excuses» de Silvio Berlusconi concernant la colonisation italienne de la Libye (1911-1942), c'est au tour du président du Conseil Fédéral de la Suisse de s'excuser pour le traitement infligé par la police à Hannibal, le plus jeune fils de Qadhafi, dans un palace de Genève⁽³⁵⁾ tandis que la Justice écossaise libère, pour «raisons humanitaires», Ali Basset Meghari, pourtant jugé coupable de l'attentat de Lockerbie. Enfin, en mai 2010, la Libye prend pour un an la présidence du Conseil de sécurité aux Nations Unies. A la veille de son renversement imprévisible, la Libye de Qadhafi est un eldorado prisé par les lobbies du secteur pétrolier, de l'armement et des infrastructures civiles. Nul ne peut imaginer la fin de ce régime, et tous semblent disposés à accepter, le cas échéant, les rebuffades du colonel pour accéder à un marché dont la croissance économique tourne autour de 8% par an au cours de la décennie 2000. La Libye de Qadhafi paraît robuste, solide, inébranlable : ses dirigeants en sont tellement persuadés que des demandes de réformes sont formulées en interne. Mais le 15 février 2011, le défenseur des droits humains, Fethi Tarbel est arrêté à Benghazi. Cet événement, anodin dans la Libye de Qadhafi, provoque des émeutes dans la ville qui se transforment en affrontement puis en un mouvement de résistance armée. Très vite, et de façon inattendue,

⁽³⁴⁾ *Death of a Dictator*, Human Right Watch, October 17, 2012.

⁽³⁵⁾ Le 15 juillet 2008, Hannibal Qadhafi, le quatrième fils de Qadhafi, et sa femme avaient été arrêtés à Genève, suite à une plainte de deux employés de maison qui les accusaient de les avoir frappés. Après le dépôt d'une caution, le couple était libéré. En représailles, la Libye cessait d'approvisionner la Suisse en pétrole, réduisait ses échanges commerciaux et prenait en otages deux ressortissants suisses. Afin sortir de la logique d'une crise diplomatique, le président du Conseil Fédéral «s'excusa» et déclencha une crise politique en Suisse car la Libye ne pardonna pas pour autant et garda les deux ressortissants suisses.

une dynamique insurrectionnelle se répand dans les villes comme Al Baida, Misrata, Zaouia. Afin de sortir de cette situation révolutionnaire, les durs du régime rappellent celui qu'ils n'avaient pas voulu écouter. Le 20 février 2011, Seïf el Islam, dans un discours télévisé, avertit les libyens que: «La Libye est à carrefour. Soit nous nous entendons aujourd'hui sur des réformes, soit nous ne pleurerons pas 84 morts, mais des milliers et il y aura des rivières de sang dans toute la Libye». La crainte de violentes représailles militaires contre la ville de Benghazi entraîne le Conseil de sécurité, le 17 mars, à autoriser des actions militaires pour protéger les civils. Il faudra huit mois aux insurgés, soutenus par l'Otan, pour parvenir à Tripoli et renverser le régime. Drôle de guerre où les installations pétrolières sortent quasiment intactes et retrouvent très vite le niveau de production qui prévalait avant la révolution. Le nombre des victimes, contrairement aux estimations qui circulaient alors, plus de 50 000 morts, serait en fait, selon MiftahDuwadi, responsable du Ministère des Martyrs et des personnes disparus de 4700 morts et 2100 disparus. Le régime renversé, il reste à organiser la vie quotidienne, c'est-à-dire à sortir du moment révolutionnaire.

Les gardiens de la révolution

Le sentiment de peur, chez soi ou dans la rue, illustre la méfiance généralisée qui a accompagné le succès de l'insurrection. L'effondrement inattendu du régime de Qadhafi a provoqué la stupeur: le démantèlement de son appareil sécuritaire a suscité une immense joie, celle de pouvoir s'exprimer et se comporter librement, sans crainte aucune. Plus d'un comportement excentrique trouve son explication dans cette volonté de montrer, souvent de façon irresponsable, que ne sera désormais plus tolérée aucune autorité. Libérés de la peur des comités révolutionnaires- les vigies de l'ancien régime- les libyens se laissent aller à des actes inimaginables il y a peu, comme déambuler dans les rues ivres ou en délire. Pour certains, la révolution, c'est cela: boire, fumer, tirer en l'air avec son pistolet, extorquer quelques tunisiens, cambrioler une maison, voler une voiture, menacer son propriétaire etc. sans craindre de voir la police ou les forces de sécurité intervenir. La révolution offre à beaucoup de jeunes libyens désœuvrés des «métiers» qui, sous la

Jamahiriyya, étaient réservés aux membres des comités révolutionnaires : voleurs, truand, criminels. La lucrative économie criminelle, qui, sous le régime de Qadhafi était structurée et organisée autour des défenseurs de la Jamahiriyya, est devenue après l'effondrement du régime, un objet de convoitise dans la Libye nouvelle. Dans leur forme la plus aboutie, ces organisations s'érigent en « milices criminelles », c'est-à-dire en organisations sociales usant de la violence pour sécuriser et garantir les transactions. Le quartier de Ain Zara, à Tripoli, offre la journée l'image d'un quartier paisible, mais se transforme la nuit en un territoire aux mains des milices. La chute du régime a permis à ses habitants de piller les arsenaux de la caserne de l'armée abandonnée. Pour certains, ce quartier est devenu synonyme d'un sanctuaire pour trafiquants, il abriterait des dizaines d'anciens prisonniers de droits communs et constituerait une plaque tournante du trafic de drogue et d'armes. Des Kalashnikov s'y vendent 500 dollars, attirant des clients de toute la région méditerranéenne. Car si les arsenaux des villes sahariennes ont alimenté l'AQMI et les mouvements Touaregs au Sahel, ceux du littoral fournissent les organisations mafieuses du pourtour méditerranéen.

La récupération des filières de l'économie criminelle, auparavant sous le contrôle des comités révolutionnaires, est l'une des explications de la violence qui règne dans la Libye post-Qadhafi, où aucune « milice criminelle » n'est encore parvenue à imposer son autorité sur une filière⁽³⁶⁾. Les manifestations se succèdent pour dénoncer ces dérives et les pouvoirs publics sont incapables de répondre à la demande des citoyens. Si les pratiques de l'ancien régime devaient se perpétuer au profit de nouveaux parvenus, la révolution n'aurait rien changé, si ce n'est l'arrivée de nouveaux visages. L'ancien régime exaspérait nombre de Libyens, qui lui reprochaient, sous le couvert des oripeaux de la de la Jamahiriyya, de laisser fleurir une économie mafieuse lucrative contrôlée par ses clans. La crainte que les « milices criminelles » l'emportent sur les « bonnes milices » traduit les difficultés à changer les pratiques en Libye.

⁽³⁶⁾ Au cours de l'année 2013 les affrontements « tribaux » à Mizdah entre Mashashia, Zintanis et Qantrar s'expliquent, entre autres, par la tentative de chacun de ces groupes de contrôler le trafic de drogue dans cette région.

La vocation de milicien en Libye est extrêmement répandue : plus de 250000 personnes prétendent avoir participé à la révolution et exigent les avantages qui en découlent, comme l'intégration dans l'armée ou la police⁽³⁷⁾. En réalité, un certain nombre d'entre eux n'a jamais pris les armes contre l'ancien régime, mais les avantages matériels associés au statut de milicien sont si importants qu'ils attirent les jeunes par milliers. Force est de constater que ce sont les milices islamistes qui se définissent comme «les authentiques révolutionnaires». Elles cherchent, dans cette période de transition, à constituer l'ossature de la Libye post-Qadhafi. Un grand nombre de ceux qui les soutiennent, soit parce qu'ils ont combattu à leur côté, soit parce qu'ils leur reconnaissent le mérite d'œuvrer pour le « bien » de la Libye, espèrent toutefois qu'à terme les forces de sécurité de l'Etat prendront la relève.

La reconstruction d'un appareil de sécurité est incontestablement la priorité de la Libye post-qadhafi. Si, dans un premier temps le CNT s'en est accommodé, voire les a encouragées à garder les armes par crainte du retour des qadhafistes⁽³⁸⁾, le gouvernement d'Ali Zeidan semblait décidé à renforcer le programme de désarmement, démobilisation et de réintégration de leurs membres⁽³⁹⁾.

Les estimations varient, mais on évalue à 1700 le nombre de groupes, organisés en 300 milices ayant participé à l'insurrection et à 125 000 le nombre de Libyens armés en 2012. Pour les autorités, si les milices ont permis, au lendemain de l'effondrement du régime, de maintenir un certain ordre, elles doivent à terme soit désarmer, soit intégrer la nouvelle armée libyenne ou les forces de sécurité du ministère de l'Intérieur. Mais, pour les responsables militaires, l'armée libyenne qui paradait le 9 février 2013, à Tripoli, dans ses nouveaux véhicules NIMR II

⁽³⁷⁾ Florence Gaub, «Libye: le rêve de Kadhafi devient-il réalité?», *Politique étrangère*, automne, 2012/3, p.652

⁽³⁸⁾ Le 23 août 2012, les autorités libyennes saisissent une centaine de chars et des lance-missiles dans une caserne à Souk al-Ahad, à l'est de Tripoli. Cet arsenal appartenait à une milice pro-Qadhafi (Brigade des fidèles ou des martyrs de Mouamar Qadhafi).

⁽³⁹⁾ A l'Est les milices étaient/sont regroupées dans des brigades: Brigade des Martyrs du 17 février; Brigade des Martyrs d'Abou Salim; Brigade des Martyrs Rafallah Shahabi; à l'Ouest, Conseil Militaire des révolutionnaires de Zintan (23 milices); La Brigade Al Suwayli; La Brigade Al Sawaiq, la Brigade Al Qaqa; Conseil militaire de Tripoli etc.

et ses Mitsubishi L200, doit être composée à 70% de recrues extérieures aux milices afin de garantir son indépendance. Son nouveau format est estimé à 100 000 hommes, et sa philosophie doit être celle d'une «armée intelligente», selon le porte-parole du ministère de la Défense, Adel Othman. En attendant, l'armée recourt à des forces auxiliaires (Libyan Shield Forces), composées de milices qui agissent sous le commandement du Comité suprême de sécurité et des coalitions révolutionnaires. Une partie des officiers ayant servi sous l'ancien régime mais ayant démissionné avant sa chute ou ayant refusé de combattre les insurgés constituent les instructeurs et formateurs de la nouvelle armée⁽⁴⁰⁾. A la différence de l'Irak, les autorités libyennes n'ont pas, même si elles en ont été tentées, radié ou exclu toutes les personnes liées à l'ancien régime. Ainsi le ministre de l'Intérieur, Ashur Shuwail, révèle que son ministère comptait plus de 120 000 policiers et 40 000 administrateurs dont beaucoup ne viennent plus travailler depuis quatre ou cinq ans bien qu'ils continuent à toucher leur salaire⁽⁴¹⁾. En fait, en 2012, la loi numéro 47 a placé les biens et les propriétés de seulement 234 personnes et six sociétés sous un administrateur public: sont concernés Qadhafi, tous les membres de sa famille ainsi que les caciques du régime⁽⁴²⁾. Il reste désormais à analyser les conséquences de la loi d'exclusion de la vie politique votée le 5 mai 2013 sur le fonctionnement des institutions étatiques. Les fonctionnaires libyens ont continué à occuper leur poste et à travailler, après la chute du régime, assurant la transition. En fait, la Libye dispose d'un héritage administratif ancien qui n'a cessé de se renforcer au gré des différents régimes politiques⁽⁴³⁾.

De la colonisation italienne à la Jamahiryya libyenne, les administrations ont intégré les milliers de diplômés produits par les universités libyennes. Pour beaucoup d'entre eux, ces emplois étaient les seuls disponibles; les fonctionnaires étaient donc loin d'être des partisans du régime. Aussi, poursuivront-ils, après son renversement, leurs activités.

⁽⁴⁰⁾ Libya Herald, 07/03/2012

⁽⁴¹⁾ Libya Herald, 03/03/2013

⁽⁴²⁾ Voir la liste dans *Libya Herald*, 06/12/2012

⁽⁴³⁾ Moncef Ouannes, *Militaires, élites et modernisation dans la Libye contemporaine*. Paris : l'Harmattan

Si Tripoli aspire au rétablissement de l'Etat afin d'imposer son autorité sur le territoire, de la Cyrénaïque au Fezzan, cette vision tripolitaine de l'avenir est loin d'être partagée par tous. A Benghazi, notamment, on attend non le retour de l'Etat mais l'autonomie: ses milices ne veulent pas être remplacées par des forces de sécurités nationales, elles aspirent à devenir les forces de sécurité régionales et exigent de dépendre des autorités régionales.

La question du fédéralisme ou le devenir de la Cyrénaïque

L'histoire contemporaine de la Cyrénaïque est émaillée de conflits. Au début du XX siècle, sous l'influence d'Omar el Moukhtar, le Djebel el Akhdar est le lieu de la résistance à la colonisation italienne⁽⁴⁴⁾. Durant la seconde guerre mondiale, la Cyrénaïque s'apparente à un vaste terrain de guerre où les troupes alliées s'opposent aux forces allemandes et italiennes. Les batailles qui s'y livrent aboutiront à la destruction totale de certaines villes, comme Tobrouk⁽⁴⁵⁾; en 1951, au lendemain de l'avènement de l'indépendance de la Libye sous la monarchie d'Idris, une véritable crise de subsistance s'empare de cette région ravagée par les offensives et contre offensives militaires, où tout déplacement est limité par d'immenses champs de mines⁽⁴⁶⁾. La Libyan Arab Force a participé à la bataille de Dernah-Tobrouk, en 1942, aux cotés des troupes anglaises. La Légion Sénoussi, qui a combattu dans le camp des Alliés, est l'un des piliers de la monarchie d'Idris; la crainte d'un émirat Sénoussi en Cyrénaïque sous l'influence britannique (sur le modèle jordanien) constituera la hantise des Nassériens de Libye. En 1969, après le coup d'état du colonel Qadhafi, des unités de l'armée s'opposent violemment à des tribus restées fidèles au roi Idris, tandis que le Conseil du commandement de la révolution encourage des projets d'implantation de petites fermes sur des terres appartenant à

⁽⁴⁴⁾ Ali Abdullah Ahmida, *The Making of Modern Libya. State Formation, Colonization and Resistance, 1830-1932*, State University of New York Press, 1994.

⁽⁴⁵⁾ Majid Khadduri, *Modern Libya. A Study of Political Development*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1963.

⁽⁴⁶⁾ Yolande Martine, «La Libye de 1912 à 1969» dans *La Libye nouvelle. Rupture et continuité*. Paris: CNRS, 1975.

des fondations religieuses dans le Djebel el Akhdar⁽⁴⁷⁾. Le régime du colonel Qadhafi n'aura de cesse de pourchasser les élites Sénoussis. A partir des années 1990, la violence des islamistes contre le régime va se nourrir de ces histoires auxquelles ils ajoutent, dans la lignée de Frères musulmans, une lecture anti-islamique de la Jamahiriyya⁽⁴⁸⁾.

Aussi, autour de la question du fédéralisme en Libye, auquel sont associés les sens d'autonomie, de séparation et d'indépendance, se cristallise en fait les revendications identitaires d'une région qui se perçoit comme le berceau de la Libye, de son indépendance, en 1951 et de sa révolution du 17 février 2011. Le problème est que l'intermède qadhafien a duré plus de quarante années et qu'il est difficile de défaire un héritage Jamahiriyyen qui n'a eu de cesse d'affaiblir et d'appauvrir la région de la Cyrénaïque⁽⁴⁹⁾. En froid avec Tripoli, Benghazi s'est doté d'un Conseil Régional et de Forces régionales de sécurité, capte ses programmes de télévision à partir de son propre satellite et cherche à peser de tout son poids dans la rédaction de la Constitution. Sur les 1,6 millions de barils par/j produit chaque jours, 1 million de b/j provient des filiales de la NOC qui opèrent en Cyrénaïque. Le fédéralisme, pour la Cyrénaïque, signifie le droit de disposer des moyens d'exploitations des hydrocarbures-donc la fin du monopole de la NOC. Outre la menace de rupture de l'approvisionnement en pétrole, les moyens dont disposent les représentants de la Cyrénaïque pour se faire entendre sont nombreux: une grande partie de l'eau, transportée par la Grande Rivière Souterraine (Great Manmade River), s'y trouve et la plupart des puits d'eau sont situés sous les terres de la Zawiya, l'une des grandes tribus de cette région⁽⁵⁰⁾.

⁽⁴⁷⁾ Hervé Bleuchot, *Chroniques et documents libyens (1969-1980)*, CNRS: Paris.

⁽⁴⁸⁾ Lors d'un débat en 1988 avec un Sheikh qui lui demanda si son interprétation de l'islam ne contredisait pas le Coran, Qadhafi répondit: «Et si l'un d'entre vous me lance par exemple: 'le Livre vert est contre la religion'! Eh Bien, je vous traiterai comme Atatürk» cité par Moncef Djaziri, *Etat et société en Libye*, Paris : l'Harmattan, 1996, p.85

⁽⁴⁹⁾ Luis Martinez, «Libye: transformations socio-économiques et mutations politiques sous l'embargo». *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXXVII, 1998.

⁽⁵⁰⁾ John Oakes, "Libya-The Zawiya Tribe", <http://libyastories.com/2013/01/06>

L'un des principaux enjeux de la révolution libyenne est «la renégociation» des ressources matérielles et politiques du pays⁽⁵¹⁾. Le processus de centralisation, entamé sous la monarchie d'Idris, a en effet été poursuivi par le régime de Qadhafi. Entre 1951 et 1963, la Libye est une monarchie fédérale dont l'exécutif, le premier ministre et son Cabinet sont responsables devant la chambre basse. A la chambre haute siègent huit représentants des trois provinces (Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan)⁽⁵²⁾. La Libye passe à cette époque pour l'un des pays les plus pauvres au monde. En 1959, les premières découvertes de pétrole sont prometteuses, et une quarantaine de compagnies pétrolières se partagent les 137 concessions contrôlées par le gouvernement. La production de pétrole explose avec ses 3,5 millions de b/j, faisant de la Libye en 1967 le quatrième exportateur mondial de pétrole. Pour satisfaire la demande des compagnies, le non paiement de plusieurs taxes, le système fédéral est aboli. La gestion du secteur des hydrocarbures est centralisée, dix nouvelles provinces sont créées, dirigées par des gouverneurs.

Pour les Libyens, l'expérience centralisatrice se traduit par l'émergence d'un système de prédation au profit de la famille de Qadhafi et de ses affidés⁽⁵³⁾. Si la redistribution des revenus générés par la vente des hydrocarbures permet d'améliorer considérablement le niveau de la population, l'absence de contrôle de cette redistribution et sa captation constituent les griefs les plus virulents à l'encontre de l'ancien régime. La crainte de voir le nouveau régime prendre le chemin de l'ancien est grande:

⁽⁵¹⁾ Arthur Quesnay, «Renégocier l'espace politique libyen: du local au national», *Noria*, septembre 2012.

⁽⁵²⁾ Dirk Vandewalle, *A History of Modern Libya*, Cambridge University Press, 2006.

⁽⁵³⁾ En 2000, devant les membres du Congrès Général du peuple, Qadhafi annonce dans un moment de colère que le système est aboli «Dorénavant, il n'y a plus de gouvernement... Maintenant nous travaillerons avec des communes et des municipalités. Tous les projets, le budget et l'argent, tout ce que vous faites à l'intérieur des municipalités ne dépendra plus «d'en haut», de Tripoli, de Kufra ou de Syrte... Ce sera le pouvoir du peuple, de la commune et de la municipalité... Il n'est donc pas nécessaire de se référer à quelqu'un 'd'en haut'. C'est à vous seuls maintenant d'assumer vos responsabilités. Ce système va continuer pendant 50 ou 100 ans, jusqu'à ce que ayez compris». Luis Martinez, *Violence de la rente pétrolière*, Paris : Presses de sciences-po, 2010, p.156

en 2012, seulement 15% des 800 millions de dollars alloués par le CNT aux blessés de guerre avaient atteint leurs cibles, le reste s'étant évaporé dans les méandres de la corruption. D'où la réaction violente de certaines milices à l'égard du CNT. A cela s'ajoute la peur de voir la manne pétrolière favoriser l'édification d'un nouvel appareil sécuritaire capable de contraindre les opposants à la vision centralisatrice de l'Etat. Aujourd'hui, comme hier, ce sont deux visions de la Libye postcoloniale qui s'affrontent: celle d'une Libye décentralisée, dans laquelle les provinces seraient quasi autonomes et libres de disposer de leurs ressources; et celle d'une Libye centralisée, avec Tripoli pour capitale. Favorisée sous Qadhafi, la Tripolitaine hésite à concéder à la Cyrénaïque les statuts que celle-ci réclame par crainte de la perdre définitivement. Aux tensions inhérentes à la redistribution de la manne pétrolière, s'ajoutent les affrontements armés directement liés à la récupération d'une économie lucrative de contrebande. Hier, aux mains des comités révolutionnaires de l'ancien régime, les trafics de cigarettes, de migrants, de drogues et d'armes sont aujourd'hui l'objet de stratégie de récupération de ces filières au sein des coalitions tribales et miliciennes, vainqueurs de la révolution. Le pillage des stocks d'armes, les affrontements «tribaux» à Kufra⁽⁵⁴⁾ et les assassinats permanents de responsables de la sécurité s'inscrivent ainsi dans un vaste mouvement de captation de ressources, par la violence.

Dans ce contexte violent et incertain, l'édification d'une scène politique ouverte et pluraliste s'avère périlleuse. Les nouveaux entrepreneurs politiques libyens sont confrontés non seulement aux attentes de la population, qui diffèrent totalement en fonction des régions, mais également à un héritage mafieux qui commence à être apprécié par les miliciens pour les avantages symboliques et matériels qu'ils procurent. Dans cet environnement fragile et tendu, l'offre d'une société régie et organisée par les principes de la sharia rencontre un succès grandissant sous la houlette des Frères musulmans et de leur parti politique, la Justice et la construction.

⁽⁵⁴⁾ En février 2012, des affrontements entre Toubous et Zawiya à Kufra font plus cent morts et des centaines de blessés.

La Libye 'démocratique': moins attractive que la Libye de Qadhafi

La révolution du 17 février 2011 est venue mettre un terme brutal à l'attractivité économique de la Libye⁽⁵⁵⁾. En septembre 2006, le gouvernement Baghdadi al-Mahmoudi, aujourd'hui emprisonné à Tripoli, lançait son troisième appel d'offres international : 12 permis offshore et 29 permis onshore étaient vendus aux enchères dans les prolifiques bassins de Sirte, Ghadames, ainsi que dans les bassins d'exploration de Murzuk, de Kufra et de Cyrénaïque. Auparavant, en septembre 2004, le gouvernement de Ghanem Shoukri, retrouvé noyé dans le Danube, à Vienne, le 5 janvier 2012, avait mis aux enchères 15 zones offshores et onshores. Un plan de développement ambitieux est prévu pour les infrastructures civiles: construction d'aéroports, autoroutes, de logements, d'écoles, d'hôpitaux et d'un train régional (trans-Africa) de 4800 km reliant la Tunisie à l'Égypte ainsi que les villes de Sebha et Sirte au Tchad et au Mali. Le secteur du transport aérien rajeunit sa flotte: achat de 12 Airbus (8 en options) pour la compagnie Afriqiyah Airways; vente de 2 jets d'affaires vendus par Bombardier Inc. Plus importants encore sont les accords signés entre EADS et la LibyaAfrica Portfolio For Investment, dirigée par Beshir Saleh, en vue de la réalisation d'un centre d'entraînement et de maintenance, d'une Air Academy et un centre météorologique. Le gouvernement veut faire de la Libye un hub régional pour l'Afrique et le Moyen Orient.

Tous ces projets sont confiés à des sociétés gérées par la famille de Qadhafi ou de ses proches: l'ouverture économique fait la fortune des «révolutionnaires de la Jamahiriyya», pour qui le modèle chinois d'un capitalisme communiste s'avère la voie la plus sûre de la survie du régime.

Les besoins de la Libye post-Qadhafi sont considérables: le coût de la reconstruction est évalué à 200 milliards de dollars. Quelle est la vision économique de la Libye en transition? Trois secteurs sont déclarés prioritaires: les infrastructures, la santé et l'éducation, soit des investissements estimés à

⁽⁵⁵⁾ Seulement 25% des réserves de gaz et de pétrole sont exploitées. Interview de Tarek Hassan, director of planning at the Libyan NOC, New York Times, 23 July 2004.

150 milliards de dollars, entre 2013 et 2020. Au lendemain des élections, le gouvernement fera voter un certain nombre de décret (décret 103, décret 207) définissant le nouveau cadre juridique dans lequel les entreprises pourront investir. Le décret 207 conditionne les investissements étrangers à un meilleur transfert de technologie et à une embauche de salariés libyens. Pour les sociétés étrangères, la Libye « démocratique » est moins attractive que la Jamahiriyya. Plus de 10.000 contrats seraient épluchés par les nouvelles autorités afin de réduire les risques de corruption liés à l'ancien régime, mais également de s'assurer que ces projets correspondent bien aux besoins du pays. Les libyens pensaient que les Etats qui avaient soutenu leur insurrection investiraient en Libye et feraient de leur pays un partenaire commercial stratégique. En fait, depuis l'assassinat, le 11 juillet 2012, de l'ambassadeur des Etats-Unis, la Libye est redevenue un pays dangereux pour l'administration américaine. Même la France, pourtant en première ligne pour combattre le régime de Qadhafi, ne semble pas tirer profit de son image comme l'illustre l'attentat contre son ambassade le 23 avril 2013. Les sociétés internationales voient la Libye «comme un pays dans lequel elles peuvent gagner de l'argent et non comme une place pour investir» souligne Alex Warren⁽⁵⁶⁾. Dans la Libye post Qadhafi, seule les compagnies pétrolières ont repris le chemin des champs pétrolifères. Après un effondrement de sa production à 160 000 b/j en 2011, la production de pétrole a retrouvé, en 2012, son niveau d'avant la révolution: 1,6 million de b/j. En 2013, sa production s'effondre à nouveau en raison des multiples sabotages. Pour les compagnies pétrolières, le coût de la révolution du 17 février demeure vivace: ENI, le géant italien, premier partenaire de la NOC, produisait 280 000 b/j en Libye⁽⁵⁷⁾. La guerre a fait chuter ses profits de 10% en 2011. En 2012, avec le retour rapide de la production de pétrole, les grands groupes opérant en Libye (ENI, Total, Repsol, BASF-Wintershall, OMV, Oasis) ont retrouvé en partie leurs perspectives de profits.

⁽⁵⁶⁾ *Middle East Economic Digest*, 1/2/2013, vol.57.

⁽⁵⁷⁾ En 2010, l'Italie est le premier importateur de pétrole libyen (27%); la France le deuxième (16%); la Chine est troisième (11%); l'Allemagne quatrième (10%); la Grèce cinquième (5%); le Royaume-Uni sixième (4%); les Etats-Unis septième (3%); d'autres pays les 14% restants. Libya. Country analysis briefs. www.eia.doe.gov, juin 2012.

Peu rassurées par la faible attractivité de l'économie hors hydrocarbures, les autorités libyennes ont maintenu avec les compagnies pétrolières les mêmes relations que sous l'ancien pouvoir. Le procès des compagnies pétrolières accusées de soutenir le régime de Qadhafi n'aura donc pas lieu. Les compagnies pétrolières se préoccupent plus de la nouvelle organisation de l'exploitation des hydrocarbures en Libye que du cadre juridique dans lequel elles vont évoluer. En 2013, après de nombreuses discussions, la NOC, en dépit des manifestations des employés à Tripoli, a pris l'initiative de créer une branche à Benghazi, confortant les tenants d'une décentralisation de la gestion et de l'exploitation des hydrocarbures. Si le siège de la NOC reste à Tripoli, la nouvelle compagnie (National Co. For OilRefining and Petrochemicals) dispose de son propre budget (30 millions de dollars) et d'une relative autonomie dans la gestion de son recrutement et des infrastructures pétrolières à l'Est. Cette concession de Tripoli aux revendications des élites de Benghazi rassure ceux qui craignaient une prise en otage des infrastructures pétrolières en Cyrénaïque du fait d'une absence de compromis : l'Est de la Libye abrite la raffinerie la plus importante, Ras Lanuf (220 000 b/j), ainsi que deux terminaux pétroliers, Es-Sider et Marsa el Brega. Elle permet également d'écarter le spectre des investissements des Etats du Golfe en Cyrénaïque, soupçonnés de financer des partis et organisations islamistes.

De fait, les autorités libyennes opèrent dans un environnement économique qui leur est très défavorable. Loin de constituer un avantage, la transition vers la démocratie se révèle pour elles un sérieux handicap. Sous le régime de Qadhafi, les décisions étaient opaques et aucune institution, administrative ou politique n'était autorisée dans les transactions; dans le nouveau régime, non seulement des commissions évaluent la pertinence et la conformité des contrats, mais des structures et des organisations régionales exigent un droit de regard lorsque les contrats en jeu impactent leur territoire. A cette ingérence nouvelle des institutions politiques dans la vie économique du pays s'ajoute la déstabilisation de la région du sud de la Libye depuis l'implantation de l'Aqmi et la guerre au Mali. Pour certaines compagnies, comme BP ou Statoil, les événements survenus à In Amenas,

en Algérie, le 16 janvier 2013, augurent mal de l'avenir de l'exploitation du secteur des hydrocarbures en Libye⁽⁵⁸⁾. Le géant italien ENI semble le plus affecté par la transition politique : le 2 mars 2013, le site gazier de Mellitah, proche de Tripoli, inauguré en 2004 par ENI et d'un coût de 9 milliards de dollars est partiellement détruit au cours de l'affrontement des milices Zintan et Zuwara, qui revendiquent le monopole de sa protection et la rétribution. Or, 12% du gaz importé en Italie provient de ce site. Le 4 mars 2013, l'armée libyenne obtient un cessez-le feu entre les deux milices et prend en charge la sécurité du site gazier.

Un rôle de conclusion, la revanche des islamistes

Dans les années 1990 et 2000, la rente issue des hydrocarbures consolide le régime autoritaire de Qadhafi, alors en guerre contre le Groupe Islamiste Combattant Libyen (GICL). Entre 5000 et 7000 combattants du GICL seraient représentés au Conseil militaire de Tripoli (CMT), en conflit avec le Conseil révolutionnaire de Tripoli (CRT), formé notamment de combattants de différentes régions (Mirata, Zintan), qui redoutent la mainmise des anciens du GICL sur la révolution. Pour ces derniers, en effet, qui ont échoué à renverser le régime de Qadhafi dans les années 1990, la révolution du 17 février est une formidable revanche.

En mars 2013, dans une lettre adressée au Premier ministre britannique David Cameron où il le remercie pour son soutien aux insurgés, Abdul Hakim Belhaj, ancien dirigeant du Conseil Militaire de Tripoli, exige des excuses du Royaume-Uni ainsi que six dinars de dommage pour des faits qui remontent à 2004. Le co-fondateur du GICL avait été kidnappé par les services britanniques et remis à la CIA dans le cadre de la guerre contre le terrorisme mondial avant d'être extradé vers la Libye, où sera incarcéré pendant quatre ans. En 2009, il renonce à la violence et décrète l'illégitimité du Jihad contre M. Qadhafi, ce qui lui vaut d'être libéré. En 2011, il prend la tête de la contestation contre le régime et, avec les insurgés de l'Est qu'il a formé avec d'anciens combattants du GICL -dont

⁽⁵⁸⁾ "BP Reviews Plans to Drill for Oil in Libya", The Wall Street Journal, 28 January 2013.

Abdel Hakim al-Hasidi, responsable à Darnah- atteint Tripoli le 22 août 2011. En 1995, année de la création du Groupe Islamiste Combattant Libyen (Al Islamiyya al Muqatila bi Libya) avec Shaykh Abu Yahya, Anas Al Libya (Nazih Abdul Hamid Al Raghie)⁽⁵⁹⁾, Abu Bakr Al Sharif, Salah Fathi Bin Suleiman (Abu Abdul Rahman Al Hattab), Abdul Hakim Belhaj est loin d'imaginer qu'il deviendrait un jour l'équivalent du gouverneur de Tripoli en 2012. En mars 2011, les combattants du GICL ont annoncé que leur organisation faisait allégeance au Conseil National de Transition sous le nom de Mouvement islamique pour le Changement en Libye.

Si certains jihadistes se sont convertis au pluralisme politique, à l'instar d'Abdelhakim Belhaj qui crée son parti, El Watan, et siège au Congrès général national, tous n'ont pas renoncé au jihad. Certains ont préféré rejoindre le parti Umma al-Wasat, dirigé par Sami al-Saadi, l'idéologue du GICL, guère favorable à la démocratie. La conversion des anciens du GICL à la transition démocratique paraît peu crédible, en particulier dans l'Est

Si certains jihadistes se sont convertis au pluralisme politique, à l'instar d'Abdelhakim Belhaj qui crée son parti, El Watan, et siège au Congrès général national, tous n'ont pas renoncé au jihad. Certains ont préféré rejoindre le parti Umma al-Wasat, dirigé par Sami al-Saadi, l'idéologue du GICL, guère favorable à la démocratie. La conversion des anciens du GICL à la transition démocratique paraît peu crédible, en particulier dans l'Est où la Brigade des Martyrs d'Abou Salim ou le groupe Ansar el Sharia oeuvrent pour l'instauration de «l'émirat islamique de Barqa». Les résistances de la société civile aux agissements de ces brigades demeurent cependant fortes, comme l'illustrent la réaction à l'assassinat de l'ambassadeur des Etats-Unis à Benghazi et les tracts distribués dans cette ville: «la Libye n'est pas l'Afghanistan»⁽⁶⁰⁾. Le 15 septembre 2012, des

⁽⁵⁹⁾ Le 6 octobre 2013, il est enlevé par un commando US à Tripoli.

⁽⁶⁰⁾ Frédéric Wehrey, *The Struggle for Security in Eastern Libya*. The Carnegie papers, September 2012.

chefs de tribus de la Cyrénaïque se réunissent à Benghazi et distribuent une déclaration condamnant la violence, l'attaque contre l'ambassadeur des Etats-Unis et la destruction des mausolées soufis⁽⁶¹⁾.

Les jihadistes ont participé activement au renversement du régime de Qadhafi, reste à savoir s'ils accepteront le cheminement politique de la Libye. Reste à la Libye à apprendre à gérer les doléances qui accompagnent l'avènement de la liberté politique et religieuse. Celles-ci sont nombreuses et contradictoires. La démocratie, comme le souligne les tenants de l'approche du choix stratégique, est à même de fournir le cadre susceptible d'y répondre dans le cadre d'un Etat fédéral profondément décentralisé. Dans le cas contraire, l'alternative à la démocratie en Libye est la violence politique comme mode de régulation des conflits.

⁽⁶¹⁾ <http://www.jadaliyya.com/pages/index/7514/libyan-eastern-1>

Bibliographie

1. Ahmida Ali Abdullah, *The Making of Modern Libya*, State University of New York Press: Albany, 1994.
2. Ashour Omar, «Libyan Islamist Unpacked: Rise, transformation and Future», May 2012, *Brookings Doha Center*.
3. Bensaad Ali, «Changement social et contestation en Libye dans La Libye révolutionnaire». *Politique Africaine*, n°125, 2012.
4. Bleuchot Hervé, *Chroniques et documents libyens* (1969-1980), CNRS: Paris.
5. Cole Peter and McQuin Brian (eds). *The Libyan Revolution and its Aftermath*, Hurst: London, 2013.
6. Djaziri Moncef, *Etat et société en Libye*. Paris : l'Harmattan, 1996.
7. Djaziri Moncef, «Tribus et Etat dans le système politique libyen», *Outre-Terre*, 2009/3, n°23
8. Davis John. *Le système libyen. Les tribus et la révolution*, Paris: PUF, 1987, p.205
9. Dobry M., «Les voix incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de pathdependence». *Revue française de science politique*, vol.50, n°4-5.
10. Ethier Diane, «Réflexions sur les causes et l'issue des rebellions arabes», 22 novembre 2011. www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_OMAN/ReflexionOMAN_22novembre2011_DEthier.pdf
11. Gaub Florence, «Libye: le rêve de Kadhafi devient-il réalité?», *Politique étrangère*, automne, 2012/3.
12. Heurtaux Jérôme, «L'analyse des changements de régime en Europe centrale et orientale au prisme piégé de la violence» in X. Crettiez et Laurent Mucchielli, *Les violences politiques en Europe*, Paris: La Découverte, 2010.
13. Jaffrelot Christophe (ed), *Démocraties d'ailleurs*. Karthala: Paris, 2000
14. Khadduri Majid, *Modern Libya. A Study of Political Development*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1963.
15. Mahmoud Zintani. *La révolution populaire libyenne* (en arabe). 2012.

15. Martine Yolande, *La Libye de 1912 à 1969 dans La Libye nouvelle. Rupture et continuité*, Paris : CNRS, 1975.
16. Martinez Luis, «Libye: transformations socio-économiques et mutations politiques sous l'embargo ». *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXXVII, 1998.
17. Martinez Luis, «Libye: Les usages mafieux de la rente pétrolière», *Politique africaine*, n°125, 2012.
18. Monnier Claude, «Les forces armées libyennes ou le peuple en armes». *Revue de défense nationale*, novembre 1984.
19. Linz J., A. Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1996.
20. Mansour El Kikhia, *Libya's Qadhafi. The Politics of Contradiction*, Gainesville : University of Florida, 1997.
21. Oakes John, "Libya-The Zawiya Tribe", <http://libyastories.com/2013/01/06>
22. Ouannes Moncef, *Militaires, élites et modernisations dans la Libye contemporaine*, Paris: l'Harmattan, 2009.
23. Picard E., «Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme» in O. Dabène, *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris: La Découverte, 2008.
24. Quesnay Arthur, «Renégocier l'espace politique libyen: du local au national». *Noria*, septembre 2012.
25. Rustow Dank wart, "Transitions to Democracy: towards a dynamic model", *Comparative Politics*, 2 (3), 1970.
26. Vandewalle Dirk, *A History of Modern Libya*, Cambridge University Press, 2006.
27. Wehrey Frédéric, *The Struggle for Security in Eastern Libya*, The Carnegie papers, September 2012.